|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |
| MM/LD/WG/13/3 | | |
| ORIGINAL : AnglAis | | |
| DATE : 1er septembre 2015 | | |

**Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l’enregistrement international des marques**

**Treizième session**

**Genève, 2 – 6 novembre 2015**

INFORMATIONS CONCERNANT L’EXAMEN DE L’APPLICATION DE L’ARTICLE 9*SEXIES*.1)B) DU PROTOCOLE RELATIF À L’ARRANGEMENT DE MADRID CONCERNANT L’ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES

*Document établi par le Bureau international*

# Introduction

1. Selon l’alinéa 1)a) de l’article 9*sexies* du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques (ci‑après dénommés respectivement “article 9*sexies*”, “Protocole” et “Arrangement”), dans les relations mutuelles entre les États parties à la fois aux deux traités du système de Madrid concernant l’enregistrement international des marques, seul le Protocole s’applique. L’alinéa 1)b) de ce même article rend cependant inopérantes dans ces relations mutuelles deux déclarations, à savoir celles faites en vertu de l’article 5.2) du Protocole concernant l’extension du délai de refus et de l’article 8.7) du Protocole concernant la taxe individuelle. Il en résulte que dans ces relations mutuelles, le délai de refus standard d’un an et le régime standard d’émoluments supplémentaires et de compléments d’émoluments s’appliquent. En vertu de l’alinéa 2) de l’article 9*sexies*, l’Assemblée de l’Union de Madrid doit examiner l’application de l’alinéa 1)b) en vue d’en restreindre la portée ou de l’abroger.
2. À sa dixième session, le Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid concernant l’enregistrement international des marques (ci‑après dénommé “groupe de travail”) a examiné le document MM/LD/WG/10/3 intitulé “Informations concernant l’examen de l’application de l’article 9*sexies*.1)b) du Protocole relatif à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques”.
3. Le groupe de travail avait conclu qu’à l’époque, l’article 9*sexies*.1)b) ne devait être ni abrogé ni restreint et que son application serait examinée par le groupe de travail à l’issue d’une période de trois ans. Il avait également convenu que tout État membre de l’Union de Madrid ou le Bureau international pouvait proposer que la question soit réexaminée avant la fin de cette période.
4. Le présent document contient des informations actualisées sur l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies* du Protocole, et notamment sur la non‑application des déclarations faites en vertu de l’article 5.2)b), de l’article 5.2)c) ou de l’article 8.7) du Protocole dans les relations mutuelles entre les États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole.
5. Plus précisément, la première partie du document présente dans les grandes lignes les chiffres relatifs au nombre de désignations inscrites au cours de l’année 2014, ainsi qu’un aperçu du nombre de désignations affectées par l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*, dans le contexte de l’article 5.2) (notification de refus provisoire) et de l’article 8.7) (taxes individuelles) du Protocole.
6. Dans la deuxième partie, le document explique les données en identifiant les parties contractantes concernées par la non‑application des déclarations faites en vertu de l’article 5.2) du Protocole suite à l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*. La troisième partie du document procède au même examen à l’égard de l’article 8.7) du Protocole.
7. La quatrième partie du document présente une analyse de la répartition des taxes (standard) perçues en 2012, 2013 et 2014, résultant de l’application de l’article 9*sexies*.
8. Enfin, la cinquième partie du document contient une simulation concernant le montant des taxes individuelles qui auraient été payées dans les cas mentionnés dans la quatrième partie si l’article 8.7) du Protocole avait été applicable durant ces années.

# PartIE I : examen de l’application de l’alinéa 1.B) de l’article 9*sexies* DU PROTOCOLE

1. Les 54 États ci‑après sont liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole[[1]](#footnote-2) : Albanie (AL), Allemagne (DE), Arménie (AM), Autriche (AT), Azerbaïdjan (AZ), Bélarus (BY), Belgique (BX)[[2]](#footnote-3), Bhoutan (BT), Bosnie‑Herzégovine (BA), Bulgarie (BG), Chine (CN), Chypre (CY), Croatie (HR), Cuba (CU), Égypte (EG), Espagne (ES), ex‑République yougoslave de Macédoine (MK), Fédération de Russie (RU), France (FR), Hongrie (HU), Iran (République islamique d’) (IR), Italie (IT), Kazakhstan (KZ), Kenya (KE), Kirghizistan (KG), Lesotho (LS), Lettonie (LV), Libéria (LR), Liechtenstein (LI), Luxembourg (BX)2, Maroc (MA), Monaco (MC), Mongolie (MN), Monténégro (ME), Mozambique (MZ), Namibie (NA), Pays‑Bas (BX)2, Pologne (PL), Portugal (PT), République de Moldova (MD), République populaire démocratique de Corée (KP), République tchèque (CZ), Roumanie (RO), Saint‑Marin (SM), Serbie (RS), Sierra Leone (SL), Slovaquie (SK), Slovénie (SI), Soudan (SD), Suisse (CH), Swaziland (SZ), Tadjikistan (TJ), Ukraine (UA) et Viet Nam (VN).

## Délai de notification de refus provisoire

1. Une déclaration en vertu de l’article 5.2)b) du Protocole a été faite par 14 des 54 États ci‑dessus, parmi lesquels six ont également fait une déclaration en vertu de l’article 5.2)c) du Protocole (voir les paragraphes 21 et 22 ci‑dessous).
2. Il est rappelé, brièvement, que selon l’alinéa 2)b) de l’article 5 du Protocole, une partie contractante peut déclarer que, pour les enregistrements internationaux effectués en vertu du Protocole, le délai d’un an pour la notification d’un refus provisoire peut être remplacé par 18 mois. Selon l’alinéa 2)c), ce délai peut même être prolongé au‑delà de 18 mois dans le cas d’un refus de protection fondé sur une opposition.
3. L’année la plus récente pour laquelle des données complètes sont disponibles est 2014.
4. En 2014, il y a eu un total de 342 591 désignations inscrites (enregistrements internationaux et désignations postérieures). Sur ce nombre, 110 400 étaient des désignations dans lesquelles l’office d’origine ou l’office de la partie contractante du titulaire et l’office de la partie contractante désignée étaient des offices d’États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole.
5. Sur ces 110 400 désignations, il y a eu 40 829 cas dans lesquels une déclaration faite en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendu inopérante par l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*.
6. Le tableau présenté ci‑après regroupe les données concernant les désignations dans les enregistrements internationaux et les désignations postérieures au cours de la période 2012‑2014.

#### Tableau I : Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 5.2) du Protocole (délai de notification de refus provisoire) a été rendue inopérante (2012 – 2014)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | Nombre total de désignations inscrites | États liés par un seul traité | États liés par les deux traités | Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante |
| 2012 | 328 019 | 193 256 | 134 763 | 49 243 |
| 2013 | 351 526 | 225 316 | 126 210 | 46 204 |
| 2014 | 342 591 | 232 191 | 110 400 | 40 829 |

## Taxes

1. Sur les 54 États susmentionnés au paragraphe 9, 15 ont fait une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole (voir le paragraphe 28 ci‑dessous).
2. Il est rappelé, brièvement, que selon l’article 8.7) du Protocole, une partie contractante peut déclarer que, à l’égard de chaque enregistrement international dans lequel elle est désignée, ainsi qu’à l’égard du renouvellement d’un tel enregistrement international, elle souhaite recevoir une taxe individuelle.
3. En 2014, il y a eu au total 626 364 désignations inscrites au titre d’enregistrements internationaux nouvellement inscrits, de désignations postérieures ou du renouvellement d’enregistrements internationaux existants. Sur ce nombre, 295 227 concernaient des désignations dans lesquelles l’office d’origine ou l’office de la partie contractante du titulaire et l’office de la partie contractante désignée étaient des offices d’États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole.
4. Sur ces 295 227 désignations, il y a eu 105 172 cas dans lesquels une déclaration faite en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante par l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*.
5. Le tableau présenté ci‑après regroupe les données concernant les désignations dans les enregistrements internationaux, les désignations postérieures et les renouvellements au cours de la période 2012‑2014.

#### Tableau II : Désignations dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 8.7) du Protocole (taxes individuelles) a été rendue inopérante (2012 – 2014)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Nouvelles désignations inscrites  et désignations renouvelées | États liés par les deux traités | Déclaration faite en vertu de l’article 8.7) du Protocole rendue inopérante |
| 2012 | 579 083 | 307 812 | 106 276 |
| 2013 | 620 201 | 308 977 | 107 266 |
| 2014 | 626 364 | 295 227 | 105 172 |

# Partie II : examen de la non‑application des déclarations faites en vertu de l’article 5.2)b) et de l’article 5.2)c) du Protocole – désignations inscrites en 2014, dans lesquelles de telles déclarations ont été rendues inopérantes

1. Les 14 États ci‑après, liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole, ont fait une déclaration en vertu de l’article 5.2)b) du Protocole, portant le délai de refus à 18 mois : Arménie, Bélarus, Bulgarie, Chine, Chypre, Iran (République islamique d’), Italie, Kenya, Pologne, Saint‑Marin, Slovaquie, Suisse, Tadjikistan et Ukraine.
2. Sur ces 14 États, les six États ci‑après ont également fait une déclaration en vertu de l’article 5.2)c) du Protocole, prolongeant le délai de refus au‑delà de 18 mois en cas de refus fondé sur une opposition : Chine, Chypre, Iran (République islamique d’), Italie, Kenya et Ukraine.
3. Il a déjà été noté ci‑dessus que, en 2014, en conséquence de l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*, 40 829 désignations ont été soumises au délai standard de 12 mois pour la notification d’un refus provisoire.
4. Les offices d’origine des États ci‑après ont généré près de 72% des désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante : Allemagne (19%), France (14%), Fédération de Russie (11%), Italie (10%), Chine (9%) et Suisse (9%). En outre, en ce qui concerne les parties contractantes désignées, les États ci‑après ont représenté plus de 73% des désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante : Chine (23%), Suisse (17%), Ukraine (13%), Bélarus (10%), Italie (6%) et Pologne (5%).
5. Le tableau III ci‑dessous présente, à l’égard des parties contractantes concernées, le nombre de désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante. Les lignes indiquent le nombre de désignations par office d’origine. Les colonnes indiquent les parties contractantes désignées. Par exemple, si l’on prend la première ligne, on peut voir que l’Office de l’Allemagne a été l’office d’origine dans 7568 de ces désignations au total. Sur ces désignations, l’Office de la Chine a été l’office d’une partie contractante désignée dans 1962 cas, l’Office de la Suisse dans 2418 cas, et ainsi de suite.
6. Dans ce tableau, les lignes et les colonnes sont disposées dans l’ordre décroissant de valeurs totales. Ainsi, en 2014, l’Office de l’Allemagne a été l’office d’origine dans le plus grand nombre de ces désignations, c’est‑à‑dire dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendue inopérante. En outre, la Chine a été la partie contractante la plus souvent désignée en ce qui concerne ces désignations.

#### Tableau III : Désignations inscrites en 2014, dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 5.2) du Protocole a été rendu inopérante

| 2014 | Office désigné | | | | | | | | | | | | | | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Office d’origine | CN | CH | UA | BY | IT | PL | AM | IR | TJ | BG | SK | SM | KE | CY |
| DE | 1 962 | 2 418 | 857 | 536 | 284 | 266 | 170 | 315 | 141 | 144 | 149 | 92 | 177 | 57 | 7 568 |
| FR | 1 796 | 1 468 | 580 | 272 | 395 | 238 | 132 | 205 | 96 | 108 | 117 | 77 | 139 | 66 | 5 689 |
| RU | 515 | 145 | 865 | 899 | 245 | 252 | 498 | 65 | 404 | 205 | 160 | 16 | 17 | 129 | 4 415 |
| IT | 1 455 | 859 | 524 | 337 | 0 | 71 | 168 | 248 | 121 | 50 | 46 | 117 | 81 | 35 | 4 112 |
| CN | 0 | 443 | 510 | 375 | 500 | 319 | 176 | 479 | 237 | 158 | 133 | 103 | 256 | 112 | 3 801 |
| CH | 1 326 | 0 | 633 | 346 | 310 | 141 | 210 | 180 | 135 | 65 | 81 | 134 | 119 | 41 | 3 721 |
| BX | 860 | 692 | 330 | 199 | 104 | 78 | 104 | 119 | 84 | 46 | 48 | 48 | 92 | 36 | 2 840 |
| AT | 213 | 424 | 156 | 92 | 110 | 43 | 25 | 38 | 22 | 32 | 63 | 24 | 16 | 5 | 1 263 |
| ES | 328 | 139 | 129 | 79 | 48 | 22 | 53 | 62 | 35 | 10 | 10 | 21 | 28 | 25 | 989 |
| UA | 109 | 31 | 0 | 257 | 54 | 121 | 114 | 14 | 84 | 52 | 54 | 2 | 2 | 23 | 917 |
| HU | 57 | 27 | 158 | 141 | 11 | 117 | 124 | 3 | 15 | 111 | 126 | 10 | 1 | 9 | 910 |
| CZ | 95 | 81 | 153 | 114 | 45 | 104 | 31 | 14 | 6 | 84 | 107 | 7 | 1 | 38 | 880 |
| PL | 94 | 35 | 136 | 86 | 35 | 0 | 29 | 17 | 11 | 35 | 48 | 2 | 3 | 12 | 543 |
| BG | 67 | 29 | 80 | 54 | 29 | 19 | 39 | 24 | 31 | 0 | 13 | 9 | 11 | 6 | 411 |
| LI | 53 | 57 | 55 | 48 | 15 | 14 | 41 | 6 | 29 | 10 | 8 | 8 | 14 | 13 | 371 |
| SI | 22 | 33 | 32 | 31 | 42 | 20 | 22 | 12 | 22 | 20 | 19 | 1 | 1 | 13 | 290 |
| PT | 102 | 60 | 16 | 9 | 22 | 7 | 7 | 9 | 5 | 4 | 3 | 6 | 8 | 1 | 259 |
| BY | 29 | 4 | 116 | 0 | 6 | 30 | 23 | 6 | 10 | 9 | 9 | 0 | 0 | 4 | 246 |
| SK | 38 | 19 | 37 | 14 | 4 | 31 | 0 | 2 | 2 | 14 | 0 | 0 | 0 | 3 | 164 |
| IR | 21 | 8 | 11 | 13 | 9 | 6 | 19 | 0 | 20 | 7 | 6 | 0 | 13 | 8 | 141 |
| RS | 10 | 15 | 15 | 7 | 19 | 10 | 0 | 5 | 0 | 40 | 11 | 2 | 0 | 4 | 138 |
| LV | 14 | 10 | 32 | 33 | 9 | 13 | 8 | 3 | 7 | 4 | 3 | 0 | 0 | 4 | 140 |
| MD | 22 | 7 | 27 | 23 | 5 | 20 | 6 | 0 | 3 | 4 | 5 | 0 | 0 | 2 | 124 |
| MC | 30 | 22 | 13 | 4 | 8 | 3 | 6 | 12 | 2 | 1 | 1 | 2 | 4 | 1 | 109 |
| HR | 13 | 10 | 11 | 11 | 18 | 14 | 1 | 0 | 1 | 12 | 12 | 1 | 0 | 1 | 105 |
| AM | 21 | 4 | 15 | 18 | 13 | 16 | 0 | 2 | 4 | 5 | 2 | 0 | 0 | 2 | 102 |
| CY | 21 | 7 | 10 | 10 | 1 | 2 | 8 | 6 | 5 | 2 | 1 | 5 | 6 | 0 | 85 |
| RO | 16 | 6 | 13 | 3 | 4 | 10 | 2 | 0 | 1 | 18 | 6 | 1 | 0 | 2 | 82 |
| MA | 18 | 16 | 4 | 1 | 17 | 5 | 1 | 6 | 1 | 2 | 1 | 1 | 4 | 1 | 78 |
| VN | 35 | 3 | 3 | 1 | 5 | 6 | 0 | 3 | 0 | 4 | 8 | 0 | 1 | 0 | 69 |
| KZ | 9 | 1 | 11 | 11 | 3 | 2 | 3 | 0 | 11 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 52 |
| EG | 5 | 3 | 3 | 2 | 2 | 0 | 1 | 8 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 | 2 | 30 |
| SM | 12 | 10 | 8 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 36 |
| CU | 4 | 2 | 4 | 2 | 0 | 2 | 3 | 1 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 30 |
| MK | 0 | 5 | 0 | 0 | 3 | 3 | 0 | 1 | 0 | 13 | 3 | 0 | 0 | 0 | 28 |
| AL | 4 | 3 | 4 | 0 | 3 | 2 | 0 | 2 | 1 | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | 27 |
| ME | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 15 |
| KG | 2 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 |
| BA | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 |
| KE | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| SD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 4 |
| KP | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| MZ | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| MN | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Total | 9 392 | 7 099 | 5 556 | 4 036 | 2 385 | 2 011 | 2 027 | 1 872 | 1 556 | 1 277 | 1 260 | 693 | 1 006 | 659 | 40 829 |

1. Par souci d’exhaustivité, le tableau ci‑après présente des données relatives aux désignations inscrites en 2014 concernant des États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole, dans lesquelles l’office de la partie contractante désignée n’a pas fait de déclaration en vertu de l’article 5.2) du Protocole. Au total, 69 571 de ces désignations ont été inscrites en 2014, entre des États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole. La présentation utilisée dans le tableau suivant est semblable à celle utilisée dans le tableau III.

#### Tableau IV : Désignations concernant des États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole, inscrites en 2014, dans lesquelles l’office de la partie contractante désignée n’a pas fait de déclaration en vertu de l’article 5.2) du Protocole

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2014 | Office désigné | | | | | | | | | | | Total |
| Office d’origine | RU | KZ | VN | DE | RS | MA | AZ | EG | MD | FR | Autres |
| DE | 1 704 | 414 | 552 | 0 | 512 | 307 | 232 | 345 | 391 | 295 | 5 372 | 10 124 |
| CN | 986 | 399 | 616 | 561 | 180 | 257 | 218 | 478 | 149 | 528 | 5 069 | 9 441 |
| CH | 1 162 | 371 | 364 | 577 | 364 | 306 | 236 | 356 | 226 | 373 | 4 134 | 8 469 |
| FR | 1 328 | 305 | 501 | 425 | 242 | 696 | 180 | 346 | 133 | 0 | 4 132 | 8 289 |
| IT | 1 277 | 352 | 250 | 107 | 321 | 287 | 265 | 305 | 209 | 107 | 2 651 | 6 131 |
| RU | 0 | 937 | 127 | 338 | 154 | 55 | 539 | 88 | 451 | 258 | 3 182 | 6 129 |
| BX | 686 | 196 | 186 | 209 | 203 | 204 | 142 | 181 | 114 | 200 | 1 870 | 4 191 |
| AT | 238 | 38 | 39 | 219 | 132 | 38 | 31 | 47 | 63 | 69 | 1 012 | 1 926 |
| UA | 301 | 272 | 18 | 117 | 17 | 6 | 133 | 16 | 169 | 43 | 644 | 1 736 |
| HU | 159 | 127 | 107 | 16 | 138 | 6 | 133 | 8 | 130 | 103 | 785 | 1 712 |
| Autres | 1 558 | 660 | 256 | 432 | 622 | 330 | 372 | 290 | 407 | 344 | 6 152 | 11 422 |
| Total | 9 399 | 4 071 | 3 016 | 3 002 | 2 885 | 2 492 | 2 481 | 2 460 | 2 442 | 2 321 | 35 002 | 69 571 |

# Partie III : examen de la non‑application des déclarations faites en vertu de l’article 8.7) du Protocole – nouvelles désignations et désignations renouvelées, inscrites en 2014, dans lesquelles des déclarations faites en vertu de l’article 8.7) du Protocole ont été rendues inopérantes

1. Les 15 États ci‑après, liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole, ont fait une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole, exigeant le paiement de taxes individuelles : Arménie, Bélarus, Benelux[[3]](#footnote-4), Bulgarie, Chine, Cuba, Italie, Kenya, Kirghizistan, République de Moldova, Saint‑Marin, Suisse, Tadjikistan, Ukraine et Viet Nam.
2. Il a déjà été noté ci‑dessus que, en 2014, en conséquence de l’application de l’alinéa 1.b) de l’article 9*sexies*, 105 172 nouvelles désignations et désignations renouvelées ont donné lieu au paiement de taxes standard au lieu de taxes individuelles.
3. Les offices d’origine des États ci‑après ont généré 81% des désignations, inscrites ou renouvelées en 2014, dans lesquelles une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante : Allemagne (22%), France (19%), Italie (11%), Suisse (10%), Benelux (7%), Fédération de Russie (6%) et Chine (5%). En outre, en ce qui concerne les parties contractantes désignées, les États ci‑après ont représenté plus de 70% des désignations inscrites ou renouvelées en 2014, dans lesquelles une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante : Suisse (16%), Chine (15%), Italie (10%), Benelux (10%), Ukraine (10%) et Bélarus (7%).
4. Le tableau V ci‑dessous présente, à l’égard des parties contractantes concernées, le nombre de désignations inscrites en 2014 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante. Les lignes indiquent le nombre de désignations par office d’origine. Les colonnes indiquent les parties contractantes désignées. Par exemple, si l’on prend la première ligne, on peut voir que l’Office de l’Allemagne a été l’office d’origine dans 23 705 de ces désignations au total. Par ailleurs, l’Office de la Suisse a été l’office d’une partie contractante désignée dans 5664 de ces désignations, l’Office de la Chine dans 3777 désignations, et ainsi de suite.
5. Dans ce tableau, les lignes et les colonnes sont disposées dans l’ordre décroissant des valeurs totales. Ainsi, en 2014, l’Office de l’Allemagne a été l’office d’origine dans le plus grand nombre de ces désignations inscrites en 2014 – c’est‑à‑dire dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante. En outre, la Suisse a été la partie contractante la plus souvent désignée en ce qui concerne ces désignations.

#### Tableau V : Désignations inscrites ou renouvelées en 2014 dans lesquelles une déclaration faite en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2014 | Office désigné | | | | | | | | | | | | | | | Total |
| Office d’origine | CH | CN | IT | UA | BX | BY | VN | BG | MD | AM | KG | TJ | SM | CU | KE |
| DE | 5 664 | 3 777 | 2 264 | 2 240 | 2 465 | 1 538 | 1 119 | 1 092 | 855 | 491 | 504 | 470 | 502 | 393 | 331 | 23 705 |
| FR | 3 954 | 2 936 | 2 869 | 1 497 | 3 227 | 849 | 1 212 | 774 | 420 | 362 | 366 | 344 | 693 | 330 | 220 | 20 053 |
| IT | 2 270 | 2 501 |  | 1 164 | 1 230 | 776 | 689 | 547 | 490 | 339 | 305 | 296 | 484 | 368 | 165 | 11 625 |
| CH |  | 2 117 | 1 720 | 1 126 | 1 500 | 742 | 782 | 441 | 465 | 396 | 390 | 342 | 481 | 315 | 203 | 11 021 |
| BX | 1 837 | 1 403 | 1 093 | 741 |  | 482 | 428 | 365 | 300 | 259 | 237 | 241 | 276 | 155 | 146 | 7 963 |
| RU | 208 | 628 | 327 | 1 072 | 218 | 1 117 | 171 | 307 | 621 | 641 | 613 | 535 | 29 | 77 | 29 | 6 593 |
| CN | 580 |  | 767 | 640 | 513 | 496 | 773 | 267 | 189 | 227 | 333 | 304 | 149 | 292 | 327 | 5 857 |
| AT | 994 | 384 | 562 | 314 | 343 | 195 | 94 | 202 | 137 | 54 | 58 | 45 | 84 | 32 | 22 | 3 520 |
| ES | 518 | 546 | 394 | 272 | 376 | 180 | 161 | 125 | 112 | 105 | 87 | 83 | 127 | 177 | 52 | 3 315 |
| CZ | 175 | 149 | 172 | 345 | 152 | 223 | 47 | 237 | 117 | 53 | 28 | 19 | 24 | 12 | 3 | 1 756 |
| HU | 55 | 82 | 50 | 227 | 39 | 203 | 141 | 164 | 179 | 164 | 55 | 54 | 18 | 16 | 4 | 1 451 |
| PL | 79 | 137 | 89 | 281 | 76 | 211 | 45 | 118 | 97 | 65 | 58 | 41 | 11 | 11 | 6 | 1 325 |
| UA | 35 | 119 | 59 |  | 31 | 276 | 23 | 59 | 191 | 128 | 107 | 95 | 2 | 9 | 4 | 1 138 |
| BG | 47 | 83 | 53 | 163 | 35 | 108 | 32 |  | 88 | 83 | 77 | 73 | 13 | 10 | 20 | 986 |
| LI | 138 | 99 | 87 | 98 | 84 | 87 | 59 | 54 | 51 | 55 | 51 | 48 | 35 | 20 | 18 | 884 |
| SI | 56 | 34 | 98 | 87 | 45 | 73 | 20 | 76 | 51 | 49 | 47 | 45 | 3 | 1 | 2 | 687 |
| SK | 28 | 46 | 33 | 74 | 27 | 33 | 13 | 39 | 17 | 11 | 4 | 2 | 1 | 9 | 8 | 437 |
| PT | 98 | 113 | 49 | 20 | 59 | 11 | 18 | 8 | 10 | 8 | 5 | 5 | 13 | 12 |  | 337 |
| LV | 12 | 18 | 10 | 46 | 9 | 46 | 1 | 5 | 18 | 12 | 13 | 10 |  |  |  | 319 |
| BY | 5 | 35 | 8 | 128 | 9 |  | 6 | 14 | 37 | 30 | 28 | 17 |  | 2 | 6 | 278 |
| MC | 53 | 44 | 39 | 19 | 36 | 9 | 16 | 7 | 8 | 8 | 6 | 4 | 16 | 7 | 1 | 218 |
| RO | 17 | 19 | 18 | 28 | 16 | 10 | 11 | 28 | 49 | 4 | 2 | 3 | 10 | 2 |  | 200 |
| MD | 7 | 31 | 6 | 45 | 10 | 37 | 9 | 5 |  | 9 | 10 | 8 |  |  | 16 | 192 |
| IR | 11 | 24 | 12 | 14 | 8 | 15 | 9 | 7 |  | 20 | 18 | 24 | 3 | 11 |  | 177 |
| HR | 16 | 16 | 26 | 26 | 11 | 26 | 5 | 25 | 7 | 2 | 1 | 3 | 5 | 3 | 1 | 173 |
| MA | 33 | 21 | 40 | 7 | 42 | 1 | 3 | 6 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 2 | 4 | 166 |
| RS | 14 | 10 | 19 | 15 | 5 | 7 | 1 | 40 | 3 |  |  |  | 2 |  |  | 116 |
| AM | 4 | 21 | 13 | 17 | 1 | 19 | 3 | 5 | 5 |  | 4 | 4 |  | 1 |  | 97 |
| VN | 5 | 39 | 8 | 8 | 6 | 3 |  | 8 |  |  | 1 | 1 |  | 7 | 1 | 87 |
| EG | 8 | 9 | 7 | 8 | 6 | 4 | 9 | 6 | 5 | 4 | 3 | 2 | 4 | 7 | 3 | 85 |
| KZ | 1 | 12 | 3 | 13 | 2 | 11 |  | 2 | 3 | 3 | 20 | 11 |  | 1 | 6 | 85 |
| CY | 7 | 19 | 1 | 9 | 2 | 9 | 9 | 2 | 3 | 6 | 2 | 4 | 5 | 1 |  | 82 |
| SM | 15 | 14 |  | 8 | 2 | 2 | 1 | 1 | 4 | 1 | 1 | 2 |  |  |  | 51 |
| CU | 4 | 5 | 2 | 6 | 2 | 3 | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |  | 2 | 47 |
| KE |  | 7 | 1 |  | 1 |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  | 25 |
| MK | 4 |  | 3 | 3 |  |  |  | 14 | 1 |  |  |  |  |  | 2 | 25 |
| AL | 3 | 4 | 3 | 4 | 2 |  |  | 2 | 1 |  | 2 | 1 | 1 |  |  | 24 |
| BA | 7 | 3 | 6 | 1 | 4 | 1 |  | 2 |  |  |  |  |  |  |  | 23 |
| AZ | 1 | 2 | 3 | 4 | 3 | 4 |  | 1 | 3 |  | 1 | 1 |  |  | 1 | 16 |
| ME | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |  | 10 |
| KG |  | 2 |  | 1 |  | 2 |  |  |  | 1 |  | 4 |  |  |  | 10 |
| KP |  | 2 |  |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 4 | 4 |
| MN |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 3 |
| AN | 1 |  | 1 |  | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 3 |
| MZ |  | 1 | 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 2 |
| SD |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | 1 |
| Total | 16 966 | 15 514 | 10 918 | 10 772 | 10 600 | 7 810 | 5 916 | 5 062 | 4 542 | 3 595 | 3 442 | 3 146 | 2 998 | 2 284 | 1 607 | 105 172 |

1. Par souci d’exhaustivité, le tableau ci‑après présente des données relatives aux désignations inscrites en 2014 concernant des États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole, dans lesquelles l’office de la partie contractante désignée n’a pas fait de déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole. Au total, 190 055 de ces désignations ont été inscrites en 2014 entre des États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole. La présentation utilisée dans ce tableau est semblable à celle utilisée dans le tableau V.

#### Tableau VI : Désignations concernant des États liés à la fois par l’Arrangement et le Protocole, inscrites ou renouvelées en 2014, dans lesquelles l’office de la partie contractante désignée n’a pas fait de déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2014 | Office désigné | | | | | | | | | | | Total |
| Office d’origine | RU | DE | AT | FR | ES | RS | PT | PL | HU | CZ | Autres |
| DE | 3 563 |  | 3 078 | 2 401 | 1 897 | 1 628 | 1 376 | 1 966 | 1 520 | 1 759 | 18 050 | 37 238 |
| FR | 2 691 | 2 669 | 1 819 |  | 2575 | 1 201 | 2 017 | 1 232 | 1 256 | 1 182 | 15 708 | 32 350 |
| CH | 1 951 | 2 089 | 1 853 | 1 838 | 1 205 | 955 | 865 | 691 | 781 | 774 | 11 964 | 24 966 |
| IT | 2 341 | 1 248 | 1 152 | 1 359 | 1 073 | 1 090 | 936 | 622 | 760 | 687 | 12 190 | 23 458 |
| BX | 1 371 | 1 306 | 869 | 1 455 | 958 | 590 | 718 | 526 | 572 | 529 | 7 102 | 15 996 |
| CN | 1 207 | 816 | 341 | 797 | 625 | 257 | 383 | 466 | 292 | 307 | 6 948 | 12 439 |
| RU |  | 461 | 221 | 343 | 305 | 226 | 186 | 346 | 233 | 282 | 4 880 | 7 483 |
| AT | 449 | 682 |  | 380 | 239 | 365 | 159 | 262 | 494 | 422 | 3 481 | 6 933 |
| ES | 564 | 365 | 265 | 426 |  | 210 | 358 | 154 | 179 | 165 | 3 003 | 5 689 |
| CZ | 388 | 257 | 264 | 176 | 126 | 167 | 98 | 348 | 295 |  | 1 962 | 4 081 |
| Autres | 2 037 | 903 | 609 | 796 | 573 | 1 017 | 385 | 861 | 690 | 870 | 10 681 | 19 422 |
| Total | 16 562 | 10 796 | 10 471 | 9 971 | 9 576 | 7 706 | 7 481 | 7 474 | 7 072 | 6 977 | 95 969 | 190 055 |

# Partie IV : répartition des émoluments et taxes perçus en 2012, 2013 et 2014, résultant de l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies* du Protocole

1. L’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*, en rendant inopérantes les déclarations faites en vertu de l’article 8.7) dans les relations mutuelles entre les États liés par l’Arrangement et le Protocole, aboutit à l’application du régime de taxes standard des articles 7.1) et 8.2) du Protocole.
2. Le régime standard des articles 7.1) et 8.2) du Protocole est composé d’un émolument de base, d’un émolument supplémentaire pour chaque classe de la classification internationale en sus de la troisième, et d’un complément d’émolument.
3. Conformément aux alinéas 5) et 6) de l’article 8 du Protocole, les émoluments supplémentaires et les compléments d’émoluments perçus sont répartis entre les parties contractantes intéressées proportionnellement au nombre de désignations reçues et compte tenu d’un coefficient défini à la règle 37 du règlement d’exécution commun à l’Arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (ci‑après dénommé “règlement d’exécution commun”).
4. En conséquence, en 2012, 2013 et 2014, les États liés par l’Arrangement et le Protocole, qui ont fait une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole, au lieu de recevoir les montants hypothétiques correspondant aux taxes individuelles contenues dans la simulation au tableau X ci‑après, ont perçu respectivement 11,73, 11,27 et 11,04 millions de francs suisses correspondant à leur part dans les émoluments supplémentaires et les compléments d’émoluments perçus eu égard aux désignations dans lesquelles l’office d’origine était l’office d’un État également lié par les deux traités. Ces montants figurent plus précisément dans les tableaux VII, VIII et IX ci‑après.

#### Tableau VII : Répartition des taxes standard, perçues en 2012, pour lesquelles une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 2012 | Compléments d’émoluments | Émoluments supplémentaires | Total en francs suisses |
| AM | 417 396,96 | 34 264,55 | 451 661,51 |
| BG | 609 313,97 | 53 189,38 | 662 503,35 |
| BX | 1 063 737,18 | 95 855,23 | 1 159 592,41 |
| BY | 837 159,10 | 70 187,73 | 907 346,83 |
| CH | 1 607 220,46 | 142 337,99 | 1 749 558,45 |
| CN | 1 663 168,10 | 134 462,09 | 1 797 630,19 |
| CU | 263 435,38 | 22 066,95 | 285 502,33 |
| IT | 729 712,61 | 65 737,25 | 795 449,86 |
| KG | 397 349,30 | 32 688,34 | 430 037,64 |
| MD | 495 672,97 | 41 311,14 | 536 984,11 |
| SM | 327 830,06 | 28 850,83 | 356 680,89 |
| SY | 177 838,59 | 12 908,44 | 190 747,03 |
| TJ | 365 475,76 | 30 040,72 | 395 516,48 |
| UA | 1 199 819,18 | 101 073,21 | 1 300 892,39 |
| VN | 656 617,46 | 53 622,06 | 710 239,52 |
| Total | 10 811 747,08 | 918 595,91 | 11 730 342,99 |

### *Tableau VIII : Répartition des taxes standard, perçues en 2013, pour lesquelles une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 2013 | Compléments d’émoluments | Émoluments supplémentaires | Total en francs suisses |
| AM | 411 516,83 | 30 756,29 | 442 273,12 |
| BG | 612 111,65 | 48 436,78 | 660 548,43 |
| BX | 1 049 839,39 | 84 981,22 | 1 134 820,61 |
| BY | 880 955,84 | 67 381,48 | 948 337,32 |
| CH | 1 572 317,59 | 125 468,24 | 1 697 785,83 |
| CN | 1 696 580,86 | 126 790,13 | 1 823 370,99 |
| CU | 274 905,82 | 20 734,89 | 295 640,71 |
| IT | 717 516,53 | 58 222,87 | 775 739,40 |
| KG | 392 321,69 | 29 676,64 | 421 998,33 |
| MD | 494 808,02 | 36 809,74 | 531 617,76 |
| SM | 309 142,76 | 24 582,89 | 333 725,65 |
| SY | 115 170,83 | 7 935,92 | 123 106,75 |
| TJ | 355 166,19 | 26 889,84 | 382 056,03 |
| UA | 1 303 473,40 | 99 761,87 | 1 403 235,27 |
| VN | 691 024,99 | 51 232,81 | 742 257,80 |
| Total | 10 876 852,39 | 808 905,32 | 11 274 240,88 |

### *Tableau IX : Répartition des taxes standard, perçues en 2014, pour lesquelles une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 2014 | Compléments d’émoluments | Émoluments supplémentaires | Total en francs suisses |
| AM | 411 860,75 | 33 193,96 | 445 054,71 |
| BG | 585 700,26 | 50 737,04 | 636 437,30 |
| BX | 989 272,26 | 87 277,57 | 1 076 549,83 |
| BY | 897 872,11 | 74 852,48 | 972 724,59 |
| CH | 1 540 445,44 | 134 320,79 | 1 674 766,23 |
| CN | 1 753 404,44 | 142 599,15 | 1 896 003,59 |
| CU | 257 286,95 | 20 884,62 | 278 171,57 |
| IT | 672 732,02 | 59 342,51 | 732 074,53 |
| KE | 262 775,44 | 19 908,32 | 282 683,76 |
| KG | 393 491,11 | 32 590,07 | 426 081,18 |
| MD | 520 958,48 | 41 759,17 | 562 717,65 |
| SM | 283 441,29 | 24 548,23 | 307 989,52 |
| TJ | 362 016,30 | 30 053,72 | 392 070,02 |
| UA | 1 235 918,27 | 103 295,82 | 1 339 214,09 |
| VN | 695 358,04 | 55 578,24 | 750 936,28 |
| Total | 10 189 801,14 | 851 599,18 | 11 041 400,32 |

# Partie V : simulation de l’abrogation de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies* du Protocole – montants hypothétiques des taxes individuelles payables pour 2012, 2013 et 2014

1. Compte tenu du nombre de nouvelles désignations et de désignations renouvelées inscrites en 2012, 2013 et 2014 dans lesquelles une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole a été rendue inopérante, le Bureau international a pu simuler l’incidence que ladite déclaration aurait eue sur la répartition des taxes des États concernés si elle avait produit des effets.
2. Cette simulation repose sur l’hypothèse selon laquelle le nombre de désignations et le nombre de classes dans chaque désignation sont identiques.
3. En 2012, 2013 et 2014, en l’absence de l’alinéa 1)b) de l’article 9*sexies*, les États liés par l’Arrangement et le Protocole qui ont fait une déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole auraient reçu respectivement 42,33, 42,19 et 38,01 millions de francs suisses au titre des taxes individuelles.

#### Tableau X : Simulation de la répartition des taxes individuelles, sur la base des nouvelles désignations et des désignations renouvelées inscrites en 2012, 2013 et 2014, en supposant que les déclarations en vertu de l’article 8.7) du Protocole produisent des effets

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 2012 | 2013 | 2014 |
| AM | 1 014 378 | 1 006 411 | 859 467 |
| BG | 1 220 955 | 1 200 240 | 972 889 |
| BX | 4 648 033 | 4 635 739 | 4 188 606 |
| BY | 5 158 300 | 5 500 000 | 5 038 700 |
| CH | 7 846 700 | 7 661 900 | 7 512 650 |
| CN | 8 739 911 | 8 792 602 | 8 682 010 |
| CU[[4]](#footnote-5) | 478 505 | 489 904 | 378 365 |
| IT | 1 985 715 | 1 938 138 | 1 713 462 |
| KE[[5]](#footnote-6) | n.d. | n.d. | 227 946 |
| KG | 1 655 200 | 1 590 180 | 1 255 940 |
| MD | 1 580 102 | 1 516 210 | 1 304 321 |
| SM | 537 238 | 396 946 | 363 360 |
| SY[[6]](#footnote-7) | 1 061 113 | 739 271 | n.d. |
| TJ | 743 218 | 981 962 | 820 060 |
| UA | 4 690 111 | 4 808 061 | 3 946 960 |
| VN | 979 326 | 939 889 | 754 927 |
| Total | 42 338 805 | 42 197 453 | 38 019 663 |

1. *Le Groupe de travail est invité*

*i) à examiner les informations figurant dans le présent document,*

*ii) à indiquer s’il recommande à l’Assemblée de l’Union de Madrid de restreindre la portée de l’alinéa 1)b) de l’article 9sexies ou de l’abroger, et*

*iii) à indiquer s’il est d’accord sur le fait qu’il examinera dorénavant l’application de l’alinéa 1)b) de l’article 9sexies uniquement si un membre de l’Union de Madrid ou le Bureau international en fait expressément la demande.*

[Fin du document]

1. Depuis le 29 juin 2013, les dispositions de l’article 9*sexies*.1)b) du Protocole ont cessé de s’appliquer aux relations entre la République arabe syrienne et les États qui sont parties à la fois de l’Arrangement et du Protocole. [↑](#footnote-ref-2)
2. Les territoires de la Belgique, du Luxembourg et du Royaume des Pays‑Bas situés en Europe sont considérés comme un seul pays, pour l’application de l’Arrangement à compter du 1er janvier 1971, et pour l’application du Protocole à compter du 1er avril 1998. Conformément aux articles 9*quater* de l’Arrangement et du Protocole, l’Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) est leur office commun. [↑](#footnote-ref-3)
3. Le Benelux est considéré comme un seul pays en ce qui concerne la déclaration en vertu de l’article 8.7) du Protocole. [↑](#footnote-ref-4)
4. Seule la première partie d’une taxe payable en deux parties a été prise en considération (Cuba a également fait une déclaration concernant des taxes payables en deux parties en vertu de la règle 34.3)a) du règlement d’exécution commun). [↑](#footnote-ref-5)
5. La simulation tient compte du fait que la déclaration concernant les taxes individuelles faite par le Kenya est entrée en vigueur le 12 mars 2014. [↑](#footnote-ref-6)
6. La simulation tient compte du fait que depuis le 29 juin 2013, les dispositions de l’article 9*sexies*.1)b) du Protocole ont cessé de s’appliquer aux relations entre la République arabe syrienne et les États qui sont parties à la fois à l’Arrangement de Madrid et au Protocole de Madrid. [↑](#footnote-ref-7)